

ENQUETES ET REPORTAGES

magazine.union@sonapresse.com

Opération " libérez les trottoirs " : pour quels résultats ?

DEPUIS de nombreuses années, les populations assistent souvent médusées aux déguerpissements des marchés de fortune des abords des rues du Grand Libreville notamment. Est-ce pour autant que le visage de nos villes est devenu, après ces opérations, avenant ?

MIKOLO MIKOLO
Libreville/Gabon

LIBÉREZ les trottoirs n'est pas à sa première initiative. La question en entame est donc la suivante : est-ce la bonne cette fois ? Mais auparavant, il faut remonter le temps pour mieux apprécier ce qui pourrait être un ou des éléments de réponse à cette question.

En octobre 2008, la mairie de Libreville ordonne une opération coup de poing en vue de libérer le domaine public des occupations anarchiques. De IAI à Awendjé en passant par le Pk 5, Rio et autres Gare-routière, c'est une guerre sans merci que l'Hôtel de Ville menée contre les commerçantes installées le long des voies. L'opération bien que mal accueillie par certains, est toutefois saluée par d'autres compatriotes tant nombreux parmi ces derniers conviennent de ce qu'on ne peut faire d'omelettes sans casser les œufs. L'amélioration de l'image de la capitale étant à ce prix. L'action aura porté des fruits... Le temps des cueillettes, et voilà le retour des mauvaises habitudes. Les commerçants ont repris possession des trottoirs...

En novembre 2011, la détermination des pouvoirs publics de présenter Libreville plus conviviale et avenante va justifier une autre opération "Libérez les trottoirs". Une fois encore, l'on va assister à la destruction de tout ce



Photo: CNB/CNB

Ce qui reste de la casse au rond-point de Nzeng-Ayong.

qui se trouve en bordure de route. Grincement de dents, mécontentements ne semblent pas les impressionner. Malgré les protestations des uns et des autres les pouvoirs publics déterminés sont allés jusqu'au bout de leur initiative.

Toujours à cette époque, l'on suggère déjà de penser à un Libreville II. Une fois les engins passés, du temps écoulé, retour des commerces et redémarrage de la même opération. Cette fois en 2019. Les mêmes arguments brandis, les mêmes destructions opérées, le même mode opératoire pour la réinstallation

des commerçants. Et c'est à s'y méprendre le même scénario vécu en 2022. Une fois encore tout a été détruit et... laissé en l'état, comme pour enlaidir encore davantage une capitale dont cette opération est pourtant

supposée améliorer l'image. Est-ce, cette fois-ci, une énième opération "Libérez les trottoirs" ? Une chose est certaine, en l'état actuel des choses, kiosques, étals ont bien été détruits sur la décision des pouvoirs publics, au grand dam des vendeurs à la sauvette. Ils n'ont que leurs mains sur la tête pour exprimer leur désolation, leur désarroi et des mots très durs. "L'opération " Libérez les trottoirs " non seulement est inefficace, mais surtout aussi un véritable éternel recommencement. Parce que la succession de destructions des étals et autres kiosques n'apporte

aucun résultat satisfaisant depuis de nombreuses années. Pas d'amélioration au plan de la propreté des espaces publics, encore moins de la fluidité de la circulation sur les trottoirs", déplore un commerçant aux Charbonnages. Faut-il alors craindre que, comme le serpent qui se mord la queue, cette opération "Libérez les trottoirs" ne soit qu'une casse de plus, de trop, dont les effets ne seront pas visibles de sitôt ? Tant comme le souligne un observateur, l'occupation des trottoirs par les commerçantes est illicite, mais curieusement, ce sont les

autorités, qui, par l'entremise des mairies, acceptent l'installation des marchés anarchiques sur les trottoirs. "C'est bien ainsi qu'il faut comprendre le prélèvement des taxes municipales n'est-ce pas ?", se demande-t-il ? "Remarquez, de jour comme de nuit, à ces endroits illicitement occupés par le commerçant qui ne veut que nourrir sa famille, la mairie passe avec des tickets pour prélever quotidiennement la taxe municipale. Finalement, qui est responsable de cette occupation anarchique des trottoirs ?"

La question est posée !

Quelle suite à cette énième opération ?

MM
Libreville/Gabon

LES récalcitrants, qui tiennent bon dans l'ombre, se trouvent dans les deux camps : celui des pouvoirs publics et celui des commerçants à l'origine des marchés de fortune. Mais en acceptant de prélever des taxes municipales journalières aux commerçants anarchiques et ambulants qui réclament depuis belle lurette des marchés adéquats, les premiers ont une large part de responsabilité dans

l'imbroglie des trottoirs dans les différents carrefours de la capitale.

En effet, les déguerpissements des marchés spontanés sont récurrents, mais peut-être est-il temps de changer de méthode pour atteindre le projet derrière les casses : l'embellissement et l'assainissement du Grand Libreville. D'aucuns suggèrent par exemple de faire suivre les casses immédiatement par l'assainissement et l'implantation de bancs publics pour dissuader le retour des commerçants. L'idée,

si elle était matérialisée, pourrait contribuer à faire gagner les municipalités engagées dans le concours de l'arrondissement le plus propre.

Par ailleurs, les pouvoirs publics ont le devoir de penser à procurer également un certain bien-être social aux occupants illégaux – ces mères et pères de famille – des trottoirs. Sauf à les pousser vers le banditisme ! Un marché, où ils seraient reversés après déguerpissement, ne serait donc pas une autre mauvaise idée.